

La Lettre du CIAN

Janvier / Février 2014

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

« VŒUX D'AFRIQUE »

Quand la France a le courage d'intervenir au Mali et en République Centrafricaine pour, non pas défendre nos intérêts, mais une certaine idée de la France, nous ne pouvons que saluer et être fiers de nos soldats.

Quand la France, plus exactement le Quai d'Orsay, invente la diplomatie économique, quittant, heureusement, la distance hautaine des diplomates pour les affaires d'argent et qui, sur le continent, est une nouveauté structurante, nous ne pouvons que nous réjouir de ce grand effort.

Quand la Ministre de l'Économie et des Finances du Nigeria fait appel, dans un discours au Sommet de l'Élysée, à nos entreprises et ce faisant, lève les contraintes étatiques au profit de la liberté d'entreprendre, nous ne pouvons qu'applaudir voire même jalouser.

Quand le continent africain est encore, et cela depuis le début du XXI^e siècle, le deuxième

moteur de l'économie mondiale derrière l'Asie et est appelé à devenir le premier grâce à sa croissance démographique, nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir été des précurseurs et encourager ceux qui hésiteraient encore à y investir.

Enfin, quand un grand homme s'en va, nous sommes remplis d'émotion et de peine, comme le monde entier, mais souvenons-nous que l'Afrique du Sud avait déjà hébergé une des grandes icônes du XX^e siècle, **Mahatma Gandhi**.

Certes, nous pleurons de rage sur la violence des haines religieuses, les chantages à l'otage, le meurtre ignoble de deux journalistes... bref, sur la bêtise humaine.

Cette nouvelle année s'annonce contrastée pour le continent mais nous souhaitons de tout coeur que, comme en 2013, sa résilience et ses forces l'emportent largement sur les difficultés.

Alexandre Vilgrain, Président

A RETENIR

Nouvelle publication :



31 janvier :

Forum Afrique 2014
CIAN/MOCI.
Lieu : Salons de la CCIP,
Paris.

12 mars :

Assemblée générale
du CIAN suivie d'un
déjeuner-débat avec
Anne Paugam, Directrice
générale de l'AFD.
Lieu : Paris.

Contact :

communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76









FORUM AFRIQUE 2014

INNOVATION, RÉNOVATION : QUELS OUTILS DE SÉDUCTION POUR CONQUÉRIR LES MARCHÉS AFRICAINS ?

Le vendredi 31 janvier 2014 de 14h00 à 20h00
Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris Ile-de-France
27, avenue de Friedland, 75008 Paris

CONTACT INSCRIPTION : Benoit de MONTMARIN
Tel : 01 49 70 12 73 - forum.afrique@lemoci.com



ACTIVITES DU CIAN

En savoir plus

Rapport Védrine « Un partenariat pour l'avenir » :

[http://www.tresor.economie.gouv.fr/
File/393414](http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/393414)

Un partenariat pour l'avenir :
15 propositions pour
une nouvelle dynamique économique
entre l'Afrique et la France



AFD :

www.afd.fr

Rapport sénatorial « L'Afrique est notre avenir » :

[http://www.senat.fr/rap/r13-
104/r13-1041.pdf](http://www.senat.fr/rap/r13-104/r13-1041.pdf)

Rapport développement – Banque Mondiale

Paris, 18 novembre

Stéphane Hallegatte,
co-auteur du document, a
présenté à l'AFD, le Rapport de
la Banque mondiale sur le
développement dans le monde
2014 intitulé « Risques et
opportunités : la gestion du
risque à l'appui du développe-
ment ».

Les 147 crises bancaires qui ont
frappé 116 pays durant les 40
dernières années se sont tradui-
tes par une baisse considérable
de la production et de l'emploi.
Des catastrophes naturelles de
forte intensité ont dévasté des
communautés entières. Les
préoccupations concernant le
réchauffement climatique ont
augmenté, tout comme les
craintes sur la propagation de
maladies contagieuses mortelles.
Cette édition 2014 analyse le
risque à divers niveaux et met
en exergue, nombreux exemples
à l'appui, les conséquences
coûteuses d'une mauvaise
gestion du risque, y compris la
difficulté à atteindre l'objectif
d'éradication de la pauvreté
prôné par les Objectifs du
Millénaire.

Rapport disponible sur :

apps.worldbank.org/wdr

Diplomatie économique - Larent Fabius au CIAN Paris, 8 janvier

Grande affluence à ce petit déjeuner du 8 janvier au cours duquel le Ministre a dressé un bilan du Sommet de l'Élysée sur la Paix et la Sécurité en Afrique et a exposé sa conception de la diplomatie économique.

Il a rappelé que le Sommet de l'Élysée, qui s'est tenu début décembre, comportait trois chapitres : la sécurité, le développement économique et le climat. Sur le premier thème, le Ministre a rappelé la brillante intervention française au Mali et sur la Centrafrique, il a insisté sur le fait que la France ne pouvait pas fermer les yeux. Dans une ambiance qualifiée de chaleureuse, les 53 pays représentés au sommet de l'Élysée sont convenus de créer en 2015 une force d'intervention rapide africaine, la France n'étant pas destinée à être le gendarme de l'Afrique. Le volet économique a été illustré par le Rapport Védrine qui doit déboucher sur la création de la Fondation franco-africaine pour la croissance. Quant au climat, notre diplomatie tente d'élaborer une position « africano-française » face aux « dérèglements climatiques ».

Abordant la diplomatie économique, **Laurent Fabius** relève que si l'influence de la France dépasse largement son poids démographique, elle doit être confortée par un dynamisme économique vigoureux. Ainsi, les ambassadeurs ont désormais une feuille de route pour soutenir les entreprises à l'étranger et le MAE s'est doté d'une direction des entreprises et de l'économie internationale regroupant quelque 80 agents.

Plusieurs mesures concrètes ont été annoncées : la création d'un portail internet informant les entreprises des missions ministérielles un mois à l'avance et leur permettant d'y participer ou de déposer un dossier en cours ; une réforme de l'expertise française pour être plus performant dans les réponses aux appels d'offres internationaux ; la constitution d'une base de données des stagiaires et étudiants étrangers ayant séjourné en France et pouvant devenir des relais d'influence ; la simplification des procédures d'octroi des visas aux étudiants, entrepreneurs et élites. Sur ce dernier point, le Ministre a déploré la confusion entre la politique d'immigration et la nécessaire circulation des acteurs de coopération politique, culturelle, économique, etc.

Il a conclu en contestant l'idée d'un monde « multipolaire », ce monde est pour lui « zéro polaire » et ceci explique la difficulté de trouver des appuis à des initiatives nécessaires comme c'est le cas au Sahel.

Sommet Afrique France – Élysée/ MAE/ MINEFI Paris, 4 au 7 décembre

La presse a longuement rendu compte du Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique ainsi que des manifestations annexes organisées par le Ministère de l'Économie et des Finances et celui des Affaires étrangères, deux journées qui ont permis au CIAN de retrouver de nombreux amis et d'exprimer son point de vue sur les évolutions en cours. Les chefs de délégation africaine ont reçu un dossier avec notamment, le Guide pratique CIAN « La RSE des entreprises françaises en Afrique », accompagné d'un message d'**Alexandre Vilgrain** insistant sur les mérites du partenariat français car tous les partenaires ne se valent pas.

Le side-event organisé par le Ministre **Pascal Canfin** et intitulé « Forum Afrique-100 innovations » a été l'occasion de rencontrer **Babana Mohamed Lemine** de l'Iset de Rosso, sélectionné parmi les 21 innovateurs africains gagnants sur plus de 800 candidatures, et qui a présenté l'innovation « charbon de Typha ». Dans la vallée du fleuve Sénégal, en Mauritanie, la plante Typha Australis envahit 50 000 ha d'aires de production végétale et piscicole. Diminution des zones de pêche et des surfaces agricoles, amplification des maladies hydriques,

blocage des canaux d'irrigation, les conséquences sont nombreuses. En 2008, l'Institut supérieur d'enseignement technologique de Rosso (Iset) a l'idée de valoriser le Typha en charbon de bois domestique. Après trois années de tests démontrant sa faisabilité technique, l'Iset propose en 2011 à l'ONG française Gret de monter un projet de diffusion de cette innovation dans 14 villages. Aujourd'hui, 130 personnes, dont 85% de femmes, sont impliquées dans les trois unités de production fonctionnelles, et peuvent percevoir des revenus complémentaires à ceux de leurs activités traditionnelles. Le projet est entré dans sa phase industrielle pour satisfaire tous les besoins de la ville de Rosso.

Réunion avec Anne Paugam – CIAN/AFD Paris, 15 novembre

Anne Paugam, Directrice générale de l'AFD, a reçu le CIAN dans ses bureaux. Elle a rappelé la priorité donnée par l'agence à l'Afrique, avec le double objectif de développement économique et écologique.

Il est évident que le secteur privé qui assure plus de 60% des investissements en Afrique joue un rôle majeur et **Alexandre Vilgrain** a souligné l'excellente coopération entre les équipes de l'AFD et le CIAN. Sujet également abordé, le déliement de l'aide qui, s'il ne peut être remis en cause, doit faire l'objet d'une concertation étroite et continue, tant il vrai que la fin de la prééminence des pays de l'OCDE dans les opérations en Afrique a complètement changé la donne.

Enfin, le CIAN a regretté sa récente éviction du CA de l'AFD ce qui est en contradiction avec les déclarations de l'administration sur le partenariat public privé. Tout en se disant favorable au dialogue au sein de cette instance, **Anne Paugam**, a précisé qu'elle est étrangère à la procédure de nomination des administrateurs AFD.

Rapport « L'Afrique est notre avenir » - Sénat Paris, 13 novembre

Le Sénateur **Jeanny Lorgeoux** a présenté à l'AFD son rapport intitulé « L'Afrique est notre avenir », avec son co-auteur **Jean-Marie Bockel**, et en la présence de **Jean-Marc Chataignier**, d'**Yves Boudot** et de **Lionel Zinsou**.

Ce rapport énonce 70 propositions, assez confuses selon les propos du Sénateur, et reclassées selon 10 priorités : 1. susciter un besoin d'Afrique, écrire le Livre Blanc de l'histoire à construire ; 2. créer le pilotage d'une politique aujourd'hui trop éclatée ; 3. réformer nos antennes économiques trop nombreuses ; 4. assurer la stabilité et la sécurité des pays clés ; 5. tenir un discours démocratique pour favoriser un pluralisme politique en créant un contre-pouvoir avec la société civile ; 6. créer un grand ministère de la coopération et du développement pour réduire les coûts et augmenter le pouvoir de l'AFD ; 7. promouvoir l'expertise française au travers de normes, de valeurs, promouvoir une coopération triangulaire pour développer la francophonie, promouvoir le partenariat public-privé, la formation professionnelle ; 8. sélectionner l'immigration en promouvant des échanges culturels ; 9. mettre en valeur la diaspora (1,5 million d'Africains en France) ; 10. convaincre les gouvernements européens d'investir en Afrique autant qu'ils l'ont fait en Europe Centrale.

Lionel Zinsou a clôturé la réunion en adressant un message à la diaspora en expliquant qu'elle devait prendre sa place sur le continent, que l'Afrique est ouverte sur le monde depuis très longtemps, que la colonisation n'a duré que 64 ans soit une goutte d'eau dans l'histoire du continent, et qu'il fallait maintenant libérer les créativités. A noter qu'un rapport complémentaire de celui des Sénateurs est en préparation à l'AFD, il sera plus pragmatique.

Journées du développement – Commission Européenne Bruxelles, 26 et 27 novembre

Les Journées européennes du développement (JED), gigantesque « messe » sur deux jours, ont comporté une soixantaine d'ateliers.

De l'énergie pour le développement durable jusqu'à la promotion des femmes, aucun des sentiers battus n'a été ignoré et l'on craint que soit vérifiée la formule selon laquelle le développement de l'Afrique est inversement proportionnel au nombre de séminaires ou colloques tenus sur le sujet !

Le CIAN a été invité à s'exprimer lors d'un atelier sur la RSE et son guide pratique bilingue a été apprécié.

Retenons également l'intervention de **Pascal Lamy** lors de la plénière « Aid for trade, trade for aid : what's the new deal ». Il n'a pas manqué de rappeler que le secteur privé est l'élément moteur du développement, dont une illustration est donnée par l'Afrique de l'Est ; les États ont plus besoin de solides institutions (droit des affaires indispensable à la libre entreprise, droit de propriété, normes, etc.) que d'hommes forts !

Infrastructures, éducation, soins, secteurs prioritaires, restent du domaine des États ; les investissements privés doivent pouvoir y prendre appui pour permettre la création de valeur ajoutée génératrice d'emplois.

Banques de développement – Ubifrance Paris, 19 novembre

Ubifrance a organisé une journée de présentation, autour de deux ateliers, de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque Islamique de Développement (BID).

Blandine Wu Chebili a assuré la présentation de la BAD. Créée en 1963, le groupe couvre 3 entités : la BAD, le Fonds Africain de Développement (FAD), le Fonds spécial du Nigeria (FSN). L'actionnariat est composé de 53 pays africains et 24 non africains ; seuls les pays actionnaires peuvent répondre aux appels d'offres, mais les projets éligibles au FAD sont ouverts à tous.

En 2012, les projets approuvés se sont élevés à 5,5 milliards \$ (83% de prêts, 17% de dons). L'emprunteur peut être une entité publique, privée ou les 2 (PPP), la BAD ne traite pas avec les prestataires/adjudicateurs, elle s'assure que les contrats sont conformes à ses règles et paie directement ces derniers sur ordre de l'emprunteur. En 2012, les premiers pays emprunteurs sont : Maroc, Égypte, Kenya, Ouganda, Tunisie, Éthiopie et Zambie ; les premiers fournisseurs sont : Chine, Maroc, Inde, Espagne, Allemagne, Kenya, Italie, Tunisie et Ouganda. Sur la période 2010 à 2012, les sociétés françaises n'ont représenté que 5,36% des projets financés par la BAD. Pour 2014, l'estimation des financements de projets est de 7 milliards \$ dont 30% dans l'énergie.

La BID a, elle, été créée en 1973 à Jeddah pour promouvoir le développement socio-économique dans les pays membres dans le respect des principes islamiques et ce, en offrant des financements publics et privés et des services financiers islamiques. 56 pays sont actionnaires dont 9 représentent 81% du capital (Arabie Saoudite, Libye, Iran, Nigeria, Qatar, Égypte, Turquie, EAU, Koweït). En 2013, les financements de projets atteindront 4,6 milliards \$ avec 60% dans les infrastructures, 24% à l'agriculture et 15% pour le développement humain. Ces financements sont sous forme de prêts, dons, leasing, crédits, prêts spécifiques construction, capital et fonds fiduciaires. Entre 2000 et 2011, les entreprises françaises ont remporté 158 contrats pour une valeur totale de 100 millions \$. Les appels d'offres arrivent par les pays bénéficiaires et sauf exception, tous les pays, membres ou non, peuvent concourir.

Trade Invest Nigeria – Ambassade du Nigeria à Bruxelles Bruxelles, 28 et 29 octobre

Au cours de ce Forum, a été lancé le Nigeria Belgium Business Council (NBBC) en présence de l'association des CCI du Nigeria (NACCIMA), du Nigeria Belgium Information and Documentation Center de Lagos et de nombreuses sociétés belges, allemandes, nigériennes. L'Ambassadeur du Nigeria a souligné le faible impact de la crise de 2008, le gouvernement nigérian a pris les mesures pour créer plus de valeur ajoutée locale, avec un focus particulier sur l'agriculture et l'agro-industrie (40% du PIB) et quatre points clés : amélioration de la logistique, protection douanière, schéma d'aide aux agriculteurs, appui du FMI.

Le Nigeria est ainsi devenu la 2^e économie d'Afrique, avec 7% de croissance depuis 2008. L'accent est désormais mis sur le secteur privé, le gouvernement n'ayant pour rôle que la création d'un environnement des affaires propice. La NIDO (Nigerians In Diaspora Organization), lancée à Atlanta par le président **Obasanjo**, est un puissant levier de reconstruction du pays dans les domaines économique, social et politique.

Dr Malafia, Chef de cabinet ACP, a souligné l'importance des IDE avec 5,2 milliard \$ en 2012 et 9,6 attendus en 2014. Le système bancaire a été réorganisé : de 100 banques en 2005, on est passé à 25 aujourd'hui (3 catégories : commercial, marchand et secteurs spécialisés avec séparation complète). L'ambition du Nigeria est d'être un hub bancaire en Afrique. Dans les autres secteurs, la compagnie nationale d'électricité (PHCN) a été démantelée et privatisée entre plusieurs opérateurs, et une entité assurera les paiements, avec garantie du gouvernement. Le BTP devrait, lui, connaître une accélération exponentielle : il manque 20 millions de logements pour les classes moyennes.

Enfin, pour lutter contre la contrefaçon, a été introduit le SONCAP (Standard Organization Nigeria Control Assessment Program), document établi par un organisme de contrôle international qui atteste de la qualité du produit et doit être remis en banque pour le paiement de l'exportateur.

Réunion Afrique du Sud - IFRI Paris, 22 novembre

Dans la perspective des élections présidentielles en 2014 qui marqueront le 20^e anniversaire de la démocratie, l'IFRI a réuni des spécialistes pour traiter la situation économique, sociale et politique de l'Afrique du Sud.

Dominique David, Vice-président de l'IFRI, et **Dolana Msimang**, Ambassadrice sud-africaine à Paris, ont rappelé que le Président f, élu en 1994, s'était attaché à une double priorité : bâtir la nouvelle nation sud-africaine et réussir le processus de réconciliation. A cet égard, le parcours réalisé en 20 ans est un modèle. Les défis actuels du pays - éducation, emploi, logement, sécurité - conservent toute leur acuité, mais les intervenants ont souligné la montée d'une classe moyenne noire, même si la politique de "black empowerment" a surtout profité à une minorité très influente au sein de l'ANC, le parti au pouvoir.

Pr. Anthony Butler a mis en lumière les contradictions de ce parti, déchiré entre une aile gauche alliée des syndicats et une aile droite proche des milieux d'affaires, mais il lui semble que sa domination sur la scène politique n'est pas prête de reculer, vu sa légitimité historique et sa forte implantation au sein de la population, notamment rurale.

Première puissance du continent et disposant d'un réel outil diplomatique, l'Afrique du Sud s'efforce d'inscrire son influence dans le cadre multilatéral de l'Union africaine, s'opposant généralement à toutes les initiatives des anciennes puissances coloniales. Elle participe à plusieurs interventions multilatérales (RDC) mais se heurte à la contrainte de ses moyens militaires, même si ceux-ci n'ont pas encore d'équivalent en Afrique.

En savoir plus

JED 2014 :
eudevdays.eu

BAD :
www.afdb.org/fr

BID :
www.isdb.org/irj/portal/anonymous

UBIFRANCE :
www.ubifrance.fr

Afrique anglophone :
Jacques Manlay
Expert CIAN
jacques.manlay@orange.fr

IFRI :
www.ifri.org

Afrique australe :
Laurent Padoux
Expert CIAN
lpadoux@gmail.com

France/Chine – Groupe interparlementaire Paris, 26 novembre

Cette 7^e rencontre du Groupe interparlementaire France-Chine a eu pour thème « France, Chine, Europe : vers une convergence des modèles de coopération pour l'Afrique ? ». La Chine a multiplié par 20 ses échanges avec l'Afrique entre 2000-2012 pour atteindre 200 milliards \$ avec un excédent de 27 milliards pour l'Afrique. Les IDE chinois s'élèvent à 21 milliards \$ et 30 000 Africains sont formés par an en Chine. On estime à 1 million le nombre de Chinois en Afrique. La concurrence entre la Chine et l'Europe est positive mais concerne des enjeux stratégiques (transition énergétique, climat). La France et la Chine dialoguent, l'AFD entretient notamment des relations avec la China Institut of International Studies ou China EximBank. Un exemple de coopération franco-chinoise en Afrique est le barrage de Lom Pangar au Cameroun (financement AFD, maîtrise d'œuvre chinoise et coordination par une société française). En conclusion, l'ancien Premier ministre, **JP Raffarin** estime que la multiplication des acteurs se traduit par une multiplicité de modèles de coopération, il n'y a donc pas de convergence.

En savoir plus**IST-AC/ UCAC-ICAM :**www.ist.ac**AFD - CIS Éducation :**www.afd.fr/home/projets_afd/education?actuCtnId=80782**Filière Bois - Gabon**

A partir du 1^{er} janvier 2014, le Gabon sera exclu du nouveau Système de Préférences Généralisées (SPG) de l'UE car classé pays à revenus intermédiaires supérieurs par la Banque Mondiale. Aucun accord de partenariat économique (APE) n'ayant été signé, les droits de douane s'appliquent aux produits importés du Gabon vont fortement augmenter. L'impact sera très négatif sur la compétitivité des fabricants français de contreplaqué, basés essentiellement en Poitou-Charentes, qui importent du Gabon des placages Okoumé issus de leurs usines de 1^{er} transformation locales et qui exportent de France plus de 50% de leur production, mais aussi sur toute la filière bois au Gabon. Sur une filière déjà très fragilisée et exposée à la concurrence extra européenne, le choc risque de se traduire au Gabon par la destruction de plus de 5.000 emplois et par un frein brutal à la politique de développement gabonaise visant à diversifier l'économie en favorisant la transformation locale. En outre, les efforts engagés depuis plusieurs années par les entreprises et l'AFD en phase avec la volonté des autorités gabonaises pour faire de la filière contreplaqué un modèle de développement durable risquent d'être ainsi réduits à néant.

Une coalition, animée par **Patrick Sevaistre**, a donc été créée en septembre entre la Commission Afrique des CEEF, le CIAN et le MEDEF. Son but était d'appuyer les efforts de la profession auprès de la Commission européenne, via le gouvernement français, comme à Libreville, pour débloquent la situation et éviter de voir disparaître cette industrie porteuse de développement au Gabon, et mettre à mal des décennies d'investissements et de partenariat. Cette mobilisation porte ses fruits. La Commission vient d'accepter le principe d'une suspension tarifaire des droits de douane sur l'importation d'Okoumé à compter du 1^{er} juillet 2014 pour deux ans avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014. Pour que ce succès soit définitif, il faut maintenant attendre l'acceptation formelle de la Commission avec la publication officielle de la liste des produits faisant l'objet de cette suspension.

Contact : Patrick Sevaistre
sevaistre.patrick@gmail.com

Campus de Douala - IST-AC**Douala, 28 novembre**

En présence du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la formation professionnelle, de l'Ambassadrice de France au Cameroun, du Grand Chancelier de l'UCAC, du Président de l'ICAM, des autorités traditionnelles du canton, du Délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Douala, de l'AFD co-financier du projet, du GICAM et des CCEF du Cameroun ; **Nicolas Juhel**, Directeur de l'Institut Supérieur de Technologie d'Afrique Centrale (IST-AC) a lancé le programme de la journée d'inauguration du nouveau campus de l'Institut à Douala. Plus de 300 personnes assistaient à cette manifestation.

L'IST-AC propose 2 formations au Cameroun : ingénieur généraliste par apprentissage et technicien supérieur DD4E (énergies renouvelables, efficacité énergétique, environnement et éthique). L'Institut a pour objectif la formation d'ingénieurs techniquement compétents mais aussi humainement responsables qui pourront ainsi contribuer à l'amélioration du climat des affaires. Il se veut aussi être un outil à la disposition des entreprises pour répondre à leurs besoins en RH. La qualité de la formation « Arts et Métiers » dispensée ainsi que le principe de l'alternance en entreprise favorisent le placement des élèves dont la quasi-totalité trouve rapidement un emploi. Le CIAN, qui a publié en 2013 son Rapport sur le renforcement des compétences en Afrique pour une meilleure adéquation emploi/formation, s'associe à la vision de l'établissement. Profitant de l'événement, le changement de nom de l'IST-AC a été annoncé, il devient l'UCAC-ICAM.

Afrique émergente - Association ADAPes**Paris, 4 décembre**

Président et fondateur du groupe Passages/ADAPes, **Emile Malet** a réuni des personnalités françaises et africaines pour débattre de la question « L'Afrique émergente est-elle une chance pour l'Europe ? ». Le Directeur adjoint de la mondialisation au MAE, **Jean-Marc Châtaigner**, a souligné le changement complet de perspective depuis dix ans, l'Afrique étant désormais perçue comme une nouvelle frontière de la

croissance mondiale, malgré les difficultés auxquelles nombre de pays doivent faire face. Outre le rôle moteur joué par les matières premières, il a rappelé que l'annulation de la dette des pays les plus pauvres décidée en 2003 à la réunion du G8 à Evian avait beaucoup contribué à relancer la croissance dans ces pays.

Philippe Douste-Blazy, ancien ministre et Président d'UNITAID, a plaidé pour le développement des financements innovants, notamment la taxe sur les billets d'avion et la taxe sur les transactions financières, pour financer les programmes de santé de base qui sont indispensables pour une croissance économique durable. Pour sa part, **Edmond Alphandéry**, ancien ministre, a lancé un vigoureux appel pour que l'ensemble de l'Europe se mobilise dans la construction d'un partenariat rénové avec l'Afrique.

CIS "éducation, formation et emploi" - AFD**Paris, 6 décembre**

Jean-Marc Gravelini, Directeur exécutif des opérations, et **Virginie Bleitrach**, responsable éducation et formation professionnelle, ont présenté aux partenaires de l'AFD le projet de Cadre d'intervention sectoriel (CIS) « Éducation, formation et emploi : la jeunesse au cœur du développement » pour la période 2013/2015. La jeunesse est la plus grande richesse des pays du Sud mais c'est aussi leur plus grand défi. En Afrique, la population va doubler d'ici 2050 pour dépasser 2 milliards d'habitants dont 60 % auront moins de 25 ans.

L'AFD défend une approche intégrée en lien avec le renforcement de la citoyenneté et l'insertion vers l'emploi. Ses interventions s'articuleront autour de trois axes interdépendants : l'éducation avec un accès de tous les enfants à un enseignement de base ; la formation en développant une offre adaptée aux enjeux économiques et environnementaux ; l'emploi et la protection sociale en favorisant une transition réussie vers le marché du travail. Les intervenants ont souligné à plusieurs reprises le rôle moteur du partenariat avec le secteur privé pour doter les jeunes des compétences qui doivent répondre aux besoins des secteurs productifs. Pour la période 2013/2015, l'objectif d'engagement de l'AFD dans ce cadre s'élève à 800 M€.

VIE DES SOCIÉTÉS**ABAX  Une présence accrue sur le continent africain**

L'année 2013 s'est achevée sur une présence accrue en Afrique pour ABAX, la société mauricienne prestataire de services spécialisés aux fonds et multinationales investissant sur le continent. Elle était présente au Ghana au début de décembre pour la conférence Super Return dédiée aux opportunités d'investissements en Afrique de l'Ouest quelques semaines après avoir accompagné une délégation officielle du Board of Investment de Maurice au Gabon. ABAX était aussi représentée début novembre à Africa 2.0, plateforme de leaders d'affaires africains, tenue en Éthiopie dans le cadre de la conférence de la Fondation Mo Ibrahim.

Avec un engagement de plus en plus fort sur le continent, ABAX se veut être un partenaire privilégié pour les entreprises françaises investissant en Afrique. Le bilinguisme des professionnels de l'organisation et leur connaissance du terrain sont des atouts qu'ABAX souhaite mettre en avant. La société qui dispose déjà de deux bureaux de représentation sur le continent, à Nairobi et à Johannesburg, se prépare à une présence plus affirmée également en Afrique de l'Ouest en 2014.

AGS  Mozambique, nouvel eldorado

Après 20 ans de guerre civile, le Mozambique est considéré comme un exemple de reconstruction réussie avec une croissance moyenne de 7,2 % et de nombreuses ressources naturelles: eau,

graphite, phosphate, rubis, charbon et gaz. Les infrastructures laissent cependant à désirer et les IDE ne suffisent pas à couvrir les besoins.

Depuis 1997, AGS investit au Mozambique. Le groupe propose ses solutions de déménagements internationaux depuis Maputo et prépare pour 2014, l'ouverture de nouvelles filiales dans les villes dynamiques de Tete et Pemba. 2013 a vu l'ouverture de la filiale mozambicaine d'Executive Relocations in Africa, permettant de proposer des solutions complètes d'accompagnement à la mobilité des expatriés. En 2014, s'ajoutera la filiale mozambicaine d'Archiv System. Le groupe pourra alors proposer ses solutions innovantes de gestion et conservation d'archives dans ce pays prometteur.

AIRFRANCE  Un A380 à Abidjan

Un Airbus 380 d'Air France desservira Abidjan de façon exceptionnelle, le 28 janvier 2014, faisant de la capitale économique de la Côte d'Ivoire, la première destination d'Afrique de l'Ouest et la deuxième destination africaine après Johannesburg, à accueillir l'Airbus A380.

En effet, Air France qui est partenaire du Forum « Investir en Côte d'Ivoire » ICi2014 qui se tient à Abidjan du 29 janvier au 01 février, a souhaité accompagner ce rendez vous incontournable pour l'économie du pays, en proposant une occasion unique de découvrir l'avion le plus emblématique de sa flotte, une référence en matière de transport aérien et d'environnement.

Air France qui a déjà renforcé sa desserte de la Côte d'Ivoire depuis avril 2013, en passant de 7 à 10 vols par semaine, envisage de poursuivre ce développement à l'hiver 2014 en proposant l'Airbus A 380 plusieurs fois par semaine. Le 28 janvier, c'est donc en avant-première que les clients d'Air France et une délégation de personnalités franco-ivoiriennes auront le plaisir de tester le "géant des airs".



Nouvelle filiale au Sierra Leone

Ascoma, groupe de courtage d'assurances international et indépendant, étend son réseau avec l'ouverture d'une nouvelle filiale au Sierra Leone, basée à Freetown. Ascoma Sierra Leone a démarré ses activités le 1^{er} janvier 2014. Cette filiale est supervisée par la Région Ascoma Afrique de l'Ouest, dirigée par **Jean-Claude Jeanson** et **Jean-François Alauze**.

Le Groupe Ascoma conforte ainsi sa position historique de 1^{er} courtier d'assurances indépendant, installé dans 21 pays en Afrique et Océan Indien: Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée Équatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, RDC, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo et Madagascar.



Ouverture de BOA Togo

Après avoir annoncé en début d'année l'obtention de l'agrément lui permettant d'ouvrir au Togo sa 16^e banque, le Groupe Bank of Africa (BOA), informe que BOA-Togo a ouvert ses portes au public le 19 octobre 2013.

BOA-Togo, création ex nihilo, permettra au Groupe de compléter son implantation dans la zone UEMOA. Elle offre une large gamme de produits, pour la clientèle des particuliers et des entreprises, et se veut une banque accessible à tous, proche de ses clients, avec pour ambition de couvrir à terme la totalité du territoire national. BOA-Togo bénéficie de la puissance du réseau BOA, de l'expertise de chacune de ses 15 filiales bancaires et du savoir-faire de ses équipes centrales. C'est ainsi qu'elle peut proposer à ses clients une offre innovante, moderne et compétitive, ainsi qu'une qualité de services sans cesse améliorée.



Nominations filiales d'Afrique du Nord et subsaharienne

Laurent Dupuch, précédemment Directeur général de BNPParibas El Djazaïr (Algérie), est nommé Président du directoire de la Banque marocaine pour le commerce et l'industrie (BMCI). **Pascal Fèvre**, précédemment Directeur du groupe de Toulouse de la BNP Paribas, est nommé Directeur général de la BNPParibas El Djazaïr (BNPP ED).

Patrick Pitton, précédemment Directeur général adjoint de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (BICIG), est nommé Directeur général de la Banque internationale pour le commerce, l'industrie et l'agriculture du Burkina Faso (BICIAB).

Bernard Levie, précédemment en poste chez BNP Paribas CTBE, est nommé Directeur général adjoint de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (BICIG).

Enfin, le groupe renforce sa présence en Guinée, avec une augmentation de capital de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie de Guinée (BICIGUI), portant sa participation de 30,8% à 40,5%.

Inspection imports en Somalie

Bureau Veritas est mandaté pour opérer le nouveau programme d'inspection avant embarquement des importations institué par la Somalie. Il procédera à partir du 1^{er} janvier 2014 au programme de vérification des exportations avant expédition en Somalie.



Ce programme est placé sous la tutelle du Ministère du Commerce et de l'Industrie ; il s'applique à toutes les marchandises entrant en Somalie.

Les exportateurs sont invités à prendre contact avec Bureau Veritas afin d'enclencher le processus d'inspection qui couvrira les points suivants : inspection physique; classification douanière; et valeur en douane. Les opérateurs disposeront de l'outil Verigates, un portail web sécurisé, gratuit, 24/7, pour le suivi de leurs opérations et l'émission de leur certificat en ligne.



Belle performance pour Eiffel Nigeria

Après avoir livré la plate-forme pétrolière tête de puits d'Anguille (AGMN) pour Total au Gabon, Eiffage Construction Métallique avec sa filiale Eiffel Nigeria, démontre une nouvelle fois son savoir-faire dans l'offshore : l'entreprise livrera pendant l'été 2014 une autre plate-forme, celle-ci d'habitation, sur le champ d'Ofon, au large des côtes de Port Harcourt au Nigeria, pour Total Nigeria associé à son partenaire, la compagnie nationale NNPC. Ce sera l'épilogue d'un chantier majeur qui a débuté en juin 2011. Ce véritable hôtel de 7 000 tonnes - le poids de la Tour Eiffel ! -, sur lequel pourront vivre et travailler 140 personnes, comprend quatre modules imbriqués les uns aux autres et reposera sur un support fixe (le jacket) dans 40 mètres d'eau.

La construction qui vient de s'achever début décembre 2013 s'est déroulée sur 3 sites de fabrication : à Fos sur Mer mais aussi à Lagos sur le yard de Nigerdock, et à Port Harcourt sur le yard d'Aveon Offshore.

Au Nigeria, ce sont près de 4 000 tonnes d'aciers qui ont été fabriquées, et 2 500 000 heures travaillées, soit une proportion de deux tiers du projet réalisés localement, en parfait accord avec la loi nigérienne relative au « local content », applicable depuis 2010. A noter la performance car c'est la première fois qu'un module d'habitation offshore a été réalisé au Nigeria, et avec succès car premièrement le délai a été tenu, deuxièmement la qualité des constructions obtenue est celle des standards français et européens, et enfin il n'a été enregistré aucun accident avec arrêts.

Pas moins de 150 expatriés sont venus supporter les Nigériens et ce sont ces équipes intégrées qui ont permis cette performance. Et dès janvier 2014, débiteront les travaux en mer : raccordements, essais de mise en route et livraison définitive à Total/NNPC. Parallèlement Eiffel Nigeria Limited entend confirmer sa présence forte au Nigeria et transformer ses prospects en cours en de nouveaux contrats et de nouveaux challenges.



Implantations en Afrique du Sud, Maurice et Tunisie

Le cabinet d'avocats Eversheds a annoncé l'affiliation du cabinet sud africain Mahons Attorneys au réseau Eversheds, ce qui permettra au cabinet d'avoir des bureaux à Johannesburg, Cape Town et Port Louis (Île Maurice). Le cabinet Mahons changera ainsi de nom en 2014 pour devenir Eversheds. L'équipe de dix associés conseille des clients nationaux et internationaux sur une large gamme de services juridiques et fiscaux.

Simultanément, le cabinet Eversheds a annoncé que le cabinet El Heni, cabinet tunisien bien établi et en pleine expansion, rejoint également le réseau Eversheds et deviendra le bureau tunisien d'Eversheds. Basé à Tunis depuis 30 ans, le cabinet El Heni possède une connaissance et une expérience unique de ce marché régional. Après avoir exercé pendant deux ans sous le nom de CWA Tunisie en coopération avec Eversheds, le cabinet El Heni franchit une nouvelle étape et prendra le nom de cabinet Eversheds El Heni.

En savoir plus

ABAX :

www.abaxservices.com

AGS Mozambique :

Raphaël Baptista, Directeur
Avenida da Organização da
União Africana
486 Maputo - Mozambique
Tél : +258 21 406 410
Mobile : +258 82 30 91 960
manager-mozambique@agsmovers.com
www.agsfrasers.com

AIR FRANCE :

corporate.airfrance.com

ASCOMA :

ascoma-international@ascoma.com
sierra-leone@ascoma.com

BOA TOGO :

Christophe Lassus Lalanne
Directeur général
Tél. : +228 22 53 62 60
www.bank-of-africa.net

BNPPARIBAS :

www.bnpparibas.com

BUREAU VERITAS :

gsit@bureauveritas.com
verigates.bureauveritas.com

EIFFAGE

Construction métallique :

www.eiffageconstructionmetallique.com

EVERSHEDS :

www.eversheds.com



Développement des prestations conseils

En 2013, FTHM a mené une mission de gestion économique et financière des collectivités territoriales décentralisées du Grand Fort-Dauphin et de la région Anosy à Madagascar. Dans l'Océan Indien, FTHM a mené des missions aux Comores, dont l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la Banque Centrale dans le cadre du projet de centrale des risques et des incidents de paiements ainsi que la mise en place d'un mécanisme de garantie bancaire pour le Programme Franco-Comorien de Codéveloppement. En RDC, après la mission d'audit organisationnel du Ministère des Affaires sociales, action humanitaire et solidarité nationale achevée en avril à Kinshasa, FTHM Conseils va mener en 2014 une Étude portant sur l'autonomisation et l'organisation de la Direction de la Marine et des Voies Navigables (financement Banque mondiale). Au Cameroun, le consortium FTHM Conseils/BIODEV Consulting/JMN Consultants, avec FTHM Conseils comme chef de file, réalise depuis novembre, une Étude d'impact environnemental et social du projet écotouristique du Parc national de Campo Ma'an, pour le compte du Projet Compétitivité des Filières de Croissance. En Côte d'Ivoire, FTHM Conseils a mené une mission d'élaboration du Manuel de gestion de l'Office ivoirien des parcs et réserves. FTHM Conseils poursuit ainsi son développement en Afrique, dans ses deux cœurs de métier que sont le conseil et l'externalisation. Cette expansion va même au-delà de l'Afrique, avec la mission menée actuellement en Haïti depuis juillet 2013 pour Électricité de Haïti (EDH) dans le cadre du projet « Renforcement de la transparence des flux financiers dans le secteur électrique », sur financement Banque mondiale.

Okan Consulting est intervenu en tant que conseiller stratégique du gouvernement ivoirien, à travers un financement de la Banque Mondiale porté par l'APEX-CI. **Amaury de Féligonde** et **Thomas Léonard**, associés gérants de Okan Consulting, sont intervenus sur ce projet, en consortium avec le cabinet Dalberg. Okan Consulting est un cabinet de conseil fondé par des anciens de McKinsey. Il accompagne les investisseurs et les États sur l'ensemble du continent africain, en matière de structuration stratégique, de financement et de mise en œuvre de leurs projets.

Agriculture connectée africaine

Orange a organisé son 1^{er} séminaire panafricain 'mAgri' ('mobile Agriculture') à Bamako les 12 et 13 décembre 2013. A cette occasion, le Ministre malien des TICs a souligné l'importance des TICs pour accélérer le développement de l'agriculture africaine. Cela a été l'occasion pour des acteurs privés, publics et de la société civile d'échanger sur ses opportunités et pour Orange de distribuer son nouveau catalogue de services pour l'agriculture. Orange a initié une démarche de développement des nouvelles technologies au service du monde rural et de l'agriculture en Afrique et a pour cela échangé avec 130 acteurs du monde agricole, dans 6 pays. Le catalogue rappelle les grands enjeux agricoles et les opportunités de l'agriculture connectée en Afrique ; il réunit les offres à haute valeur ajoutée proposées par Orange pour améliorer les revenus des agriculteurs. Il présente des services déjà lancés tels Labaroun Kassoua (information des prix des marchés au Niger), et des services inédits tels «Market Place» (place de marché virtuelle).



Relations Kazakhstan / Afrique

Laurent Taieb, directeur général de Prestige Communication, qui édite plusieurs magazines dont l'Essentiel des Relations Internationales et qui intervient dans la communication institutionnelle de plusieurs chefs d'États en Afrique, vient d'être proposé par le gouvernement du Kazakhstan, Consul honoraire du Kazakhstan dans les pays d'Afrique Francophone. Le Kazakhstan, partenaire stratégique de plusieurs pays dont la France, a la volonté de renforcer ses relations avec l'Afrique et dans le cadre de ce rapprochement, le ministère des affaires Étrangères kazakh ouvrira en 2014 plusieurs ambassades en Afrique dont une en Afrique du Sud et une en Éthiopie, et grâce à ses relations privilégiées avec les autorités du Kazakhstan et de part son expérience en Afrique, **L. Taieb** est chargé de développer les relations diplomatiques et économiques entre le Kazakhstan et l'Afrique francophone.



Certification Caterpillar et extension du centre de formation

Tractafrique Equipment, spécialiste de l'équipement de chantiers en Afrique centrale et au Maroc, renforce son service Formation. Le Centre de formation Tractafrique Equipment de Casablanca (CFC) vient d'être accrédité "Service Training Excellence" par Caterpillar. Le CFC s'est vu décerner cette accréditation au terme d'un double processus de certification de ses process et outils de formation et de son équipe de formateurs. Tractafrique Equipment est le premier concessionnaire Caterpillar d'Afrique francophone à recevoir cette accréditation. Dans le même temps, le CFC vient d'inaugurer une extension de 1000 m² qui va renforcer ses capacités d'accueil. Le service Formation de Tractafrique Equipment se donne ainsi les moyens de répondre toujours mieux à ses deux objectifs : assurer la formation continue des équipes Tractafrique Equipment pour les amener à un niveau d'expertise toujours plus élevé et proposer aux clients des formations à la conduite, l'entretien et la réparation de machines pour leurs équipes.

En savoir plus

FTHM Conseils :

Xavier Michel,
Managing director
Tél : +33 6 75 55 29 45
xmichel@fthm.mg
www.fthmconsulting.com

International SOS :

france@internationalsos.com
www.internationalsos.com

OKAN Consulting :

info@okanconsulting.com
www.okanconsulting.com

ORANGE :

orange.magriculture@orange.com
www.orange.com

PRESTIGE

Communication :

Tél. 01 58 36 43 43
www.prestigecommunication.fr

TRACTAFRIC :

www.tractafrique-equipment.com



Renforcement au Mozambique

International SOS consolide sa présence au Mozambique et annonce la création d'une joint-venture avec Aeromed Mozambique, effective depuis novembre 2013. Basé à Maputo, Aeromed est spécialisé dans le transport terrestre médicalisé, les évacuations médicales locales, la formation et l'approvisionnement médical. International SOS élargit ainsi son offre de services intégrés dans le domaine de la santé et la sécurité pour ses clients présents au Mozambique : médicalisation de sites, consulting médical, évacuations internationales. C'est également dans ce cadre qu'International SOS ouvre un centre médical à Pemba afin de répondre aux besoins croissants des entreprises présentes dans la région. Ce centre médical propose l'accès à des soins médicaux aux standards internationaux. Les médecins, anglophones et lusophones, accueillent les collaborateurs des entreprises adhérentes ainsi que leur famille. Les services proposés sont : consultation généraliste, vaccinations, bilans de santé, laboratoire d'analyses, médecine du travail, service d'urgence 24h/24 et 7j/7, ambulances médicalisées en soins avancés de réanimation, stabilisation avant évacuation internationale.



Finalisation du programme Phoenix Côte d'Ivoire

L'équipe Okan Consulting a finalisé le Programme Phoenix pour le développement des PME de Côte d'Ivoire, dont elle a assuré l'élaboration pour le compte de **Jean-Louis Billon**, Ministre ivoirien du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME. Ce Programme vise à soutenir le développement des PME ivoiriennes, en les remettant au centre des politiques publiques pour en faire l'un des principaux moteurs de la croissance et de l'emploi. Il fixe une feuille de route à horizon 2020, sur la base de 50 mesures précises et budgétées, et prévoit la mise en place d'outils de pilotage et de mise en œuvre.



Journée « S'expatrier, mode d'emploi »

La Direction des activités internationales du groupe Humanis est à nouveau partenaire de la prochaine édition de la journée « S'expatrier, mode d'emploi ». Cette 5^e édition se tiendra à la Maison Internationale de Paris (14^e) le 12 mars prochain. Sur accès libre et gratuit, ce rendez-vous rassemble les organismes et acteurs spécialistes de l'expatriation, et est organisé autour de conférences thématiques telles que la protection sociale des expatriés, vivre sa retraite à l'étranger... Pour une approche personnalisée, les visiteurs peuvent également venir échanger avec les équipes commerciales du groupe Humanis. Une occasion unique de rencontrer l'acteur de référence en matière de protection sociale à l'international, au service des entreprises et des particuliers.

En savoir plus :

www.expatriermodedemploi.org
international.humanis.com

NOUVEAUX ADHERENTS

Simmons & Simmons est présent en Afrique depuis plus de 20 ans et a travaillé sur des projets impliquant au moins 47 des 54 pays africains. Le Cabinet conseille ses clients sur une large variété de projets, notamment dans les secteurs minier, du pétrole et du gaz, de l'énergie, des infrastructures et des télécoms, ainsi que dans le cadre de financements et de contentieux. Ses équipes basées en Europe, en Asie et au Moyen-Orient possèdent les compétences et les ressources nécessaires pour conseiller ses clients dans leurs projets en Afrique, et quel que soit le niveau de complexité de l'opération. Les équipes de Paris et Bruxelles conseillent, en particulier, les clients de toutes les régions du monde en droit anglais, français, belge, canadien et en droit OHADA, mais également sur des questions juridiques locales. L'expérience de Simmons & Simmons lui permet d'offrir une compréhension approfondie des enjeux locaux et régionaux. Ces compétences sont reconnues notamment par le guide juridique Chambers Global, selon lequel « *Simmons & Simmons comprend véritablement les nuances des marchés africains* ».

En savoir plus

Simmons & Simmons :
Tél. 01 53 29 16 29
www.simmons-simmons.com

PARTENAIRES / MECENATS

edumonde Solutions éducatives : catalogues de vidéos scientifiques pour le primaire et fiches pédagogiques adaptées

Edumonde est spécialisée dans la conception et la production de contenus éducatifs audiovisuels, en particulier pour l'Afrique, sur des formats courts (<3 minutes), de haute qualité visuelle et avec 3 répétitions du message clé. Edumonde couvre à ce jour, dans le cadre des savoirs fondamentaux du primaire : le corps humain (16 vidéos), la matière (14 vidéos), les objets techniques (20 vidéos).

Aperçu des contenus sur : <http://www.edumonde.fr>

En savoir plus

EDUMONDE :
Laurent Pellegrin
Président

Tél. + 33 6 46 22 57 61
laurent@edumonde.net

FORUM BUILD AFRICA : 5 au 7 février à Brazzaville (Congo)

Organisé sous le Haut Patronage du Président Denis Sassou N'Guesso, Build Africa, forum sur les infrastructures en Afrique, se déroule en partenariat avec la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (Africa50Fund). Pendant deux jours, Build Africa rassemblera près de 400 décideurs mondiaux publics et privés, ainsi qu'un groupe de Ministres, qui participeront aux tables rondes ministérielles du forum pour partager leur vision et présenter les projets phares dans leur région.

Parmi les personnalités présentes figurent Vicente Fox, John Kufuor, le ministre des transports libyen Abulgader M. Ahmed, le ministre des transports Kenyans M. Kamau, et autres ministres du continent ainsi que les représentants au plus haut niveau de la Banque Mondiale, l'OCDE, l'AfDB, le NEPAD, the Symbion Power Holdings, Trevi Group, Harvard Kennedy School, Pan African Agribusiness and Agro Industry Consortium, GDF Suez, Microsoft, Andrade, Thales, Sinohydro, Alstom, Accor, Ethiopian Airlines, International Port Management, entre autres.

Code d'inscription VIP pour les adhérents du CIAN : BA1404.

Renseignements et inscriptions : www.buildafricaforum.com, <http://registration.buildafricaforum.com>

BUILD AFRICA :

Florence Paque
Tél. +33 1 42 68 83 90 /
+33 6 19 75 74 42

florence.paque@buildafrica.com



Participez au challenge, demandez votre invitation sur www.buildafricaforum.com



NOMINATIONS

AFD

Omar Kabbaj (Jean-Louis Mattei) et Sylviane Jeanneney-Guillaumont (Guy Dupont) : membres titulaires (suppléants) du CA en qualité de membres désignés pour leur connaissance des questions économiques et financières.

MAE

Sébastien Mosneron-Dupin : Conseiller dev., affaires économiques, G20, entreprises au cabinet de L. Fabius.
Charles Malinas : Ambassadeur en Centrafrique.
Rémi Maréchaux : Ambassadeur en Somalie (basé au Kenya).

MINEFI

Pierre Collin, Cédric O, Irène Grenet, Charlotte Leca, Laurent Martel : Conseiller réforme fiscale, Conseiller restructurations industrielles et relations élus et acteurs économiques, Conseillère financement des entreprises et fiscalité internationale, Conseillère modernisation et relations sociales, Conseiller politique fiscale au cabinet de P. Moscovici.
Matthieu Niango : Conseiller discours, culture et relations ONG au cabinet de N. Bricq.

PUBLICATIONS



Les producteurs privés d'électricité : une solution pour l'Afrique ?, n° 18 de [Secteur Privé & Développement](http://www.secteurprivetdeveloppement.com), la revue de PROPARCO, novembre 2013.

En savoir plus : la revue est disponible sur www.proparco.fr

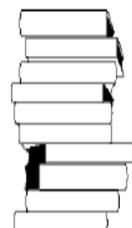
Contacts : Julien Lefilleur et Véronique Pescatori, Rédacteurs en chef, lefileurj@proparco.fr, pescatoriv@proparco.fr

Code Pratique Francis Lefebvre OHADA :

Traité, Actes uniformes et Règlements annotés, B. Mercadal, MJV Kodo et al., Ed. Francis Lefebvre, octobre 2013.

Mémoires solidaires et solitaires : trajectoires d'un économiste du développement, P. Hugon, Ed. Khartala, novembre 2013.

Atlas des crises et des conflits, P. Boniface et H. Védrine, Ed. Armand Colin, novembre 2013.





CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

Janvier / Février 2014

AGENDA

GUIDE PRATIQUE CIAN

« La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations »



(10,00 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

« Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



(9,00 € + port) :

Commander les Guides Pratiques CIAN:

communication@cian.asso.fr

Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

ADEPTA

MALI – Mission d'entreprises Adepta/Medef : 27 au 29 janvier
SENEGAL – Salon Siagro 2014 : 25 au 28 mars
NIGERIA / KENYA-UGANDA – missions exploratoires prévues fin 2014
Contact : florian.desaintvincent@adepta.com

AFD

PARIS – Restitution de l'évaluation de projets menés par des ONG dans le secteur de la santé (Burkina Faso, Mali et Cambodge) : 30 janvier
PARIS – 1^{er} rencontres du groupe d'amitié France/Afrique de l'Ouest : 20 février
Contact : site@afd.fr

BAD/NEPAD

CAP VERT – Africa Innovation Summit : 3 au 6 février
Informations : www.africaninnovationsummit.com

CADE

PARIS – Les Afriques au défi du 21^e siècle : 22 janvier
Contact : cade@afrique-demain.org

FERDI / IDDRI

PARIS – La sécurité alimentaire dans l'agenda post 2015 : 29 janvier
Contact : contact@ferdi.fr

IFRI

PARIS – Le Burkina Faso et les enjeux de la transparence dans le secteur minier : 20 janvier
Contact : romanenko@ifri.org

MEDEF INTERNATIONAL

PARIS – Réunion Tunisie avec SEM François Gouyette : 29 janvier
Contact : tbouteloup@medef.fr
PARIS – Réunion Rwanda avec SEM Michel Flesch : 31 janvier
Contact : gbatlle@medef.fr

SCIENCES PO

PARIS – Atelier Exper'Afrique « Afrique anglophone : présentation du Rapport d'informations des députés N. Mamère et M. Zumkeller » : 21 janvier
PARIS – Atelier Exper'Afrique « Au-delà des BRICS, les investissements de la Malaisie en Afrique » : 28 janvier
Contact : aspa@sciences-po.org

UBIFRANCE

PARIS – Petit déjeuner Ghana : 23 janvier
PARIS – Atelier « Liban : marché et plateforme pour des affaires en Afrique » : 24 janvier
KENYA – Rencontres avec les bailleurs internationaux et kenyans : 27 au 31 janvier
PARIS – Atelier Mines 2014 : 7 février
PARIS – Grands projets dans le cadre du Plan Maroc Vert : 25 février
PARIS – Financements et projets de reconstruction au Mali : 21 mars
COTE D'IVOIRE – Rencontres formation professionnelle et RH : 23 au 25 mars
PARIS – Petit-déjeuner Madagascar : 18 mars
Informations : www.ubifrance.fr

Retrouvez l'agenda et les informations de la France à l'international sur : www.france-international.fr

La Lettre du CIAN

Président :
Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :
Alix Camus

Ont collaboré à ce numéro :
Anthony Bouthelier,
Alix Camus, Stephen Decam,
Jacques Deval, Pierre Jacquemot,
Jacques Manlay, Laurent Padoux.

Pour vous abonner :
communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 1000 établissements et 80 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards €, soit 75% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76
Fax : +33 (0)1 42 56 79 33
Email : relationcian@cian.asso.fr
Site : www.cian.asso.fr



Retrouvez-nous
sur le Web :

www.cian.asso.fr